

ÉDITION 2008

CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

SIXIÈME ÉDITION

Commentaires par

ALAIN LIENHARD

Docteur en droit
Rédacteur en chef du Recueil Dalloz

*Annotations jurisprudentielles
et bibliographiques par*

PASCAL PISONI

Rédacteur aux Éditions Dalloz

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

PREMIÈRE PARTIE

LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE ET TEXTES D'APPLICATION

I RÉGIME ISSU DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005 ET DU DÉCRET DU 28 DÉCEMBRE 2005

Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, art. 165, 190 à 192	p. 2
Code de commerce, art. L. 610-1 à L. 670-8	p. 4
Code de commerce, art. R. 600-1 à R. 670-6	p. 331
Circulaire du 22 juillet 2005 (mesures d'application immédiate de la loi du 26 juill. 2005)	p. 413
Circulaire du 9 janvier 2006 (mesures de la loi du 26 juill. 2005 applicables aux procédures en cours)	p. 414
Circulaire du 16 novembre 2006 (intervention des ordres professionnels ou des autorités compétentes dans les procé- dures ouvertes à l'égard de professionnels libéraux apparte- nant à des professions réglementées)	p. 418
Circulaire du 6 avril 2007 (application du décret n° 2006-1709 du 23 déc. 2006)	p. 420

II RÉGIME ANTÉRIEUR À LA LOI DU 26 JUILLET 2005

Code de commerce, anciens art. L. 611-1 à L. 628-8	p. 432
Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985	p. 920

DEUXIÈME PARTIE

I DROIT EUROPÉEN

Règlement CE n° 1346-2000 du 29 mai 2000 (procédures d'insolvabilité)	p. 1013
Circulaire du 15 décembre 2006 (relative au Règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000)	p. 1035

II MANDATAIRES JUDICIAIRES

Code de commerce, art. L. 811-1 à L. 814-11	p. 1053
Code de commerce, art. R. 811-1 à R. 814-157	p. 1069

III PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code de commerce, art. L. 234-1 à L. 234-4 et R. 234-1 à R. 234-7 (procédure d'alerte dans les sociétés commerciales)	p. 1110
Code de commerce, art. L. 251-15 et R. 251-3 (procédure d'alerte dans les GIE)	p. 1116
Code du travail, art. L. 432-5, R. 432-17 et R. 432-18 (droit d'alerte du comité d'entreprise)	p. 1117
Code rural, art. L. 351-1 à L. 351-7 et R. 351-1 à R. 351-7 (exploitations agricoles en difficulté)	p. 1119
Code civil, art. 1799-1 ; Décr. n° 99-658 du 30 juill. 1999, art. 1 ^{er} (garantie de paiement des entrepreneurs)	p. 1123
Code des assurances, art. L. 423-1 à L. 423-8 et R. 423-1 à R. 423-18 (garantie des assurés)	p. 1124
Code monétaire et financier, art. L. 312-4 à L. 312-18 ; Règl. CRBF n° 99-05 (garantie des déposants)	p. 1133
Code monétaire et financier, art. L. 313-50 et L. 313-51, D. 313-26 à D. 313-31 ; Règl. CRBF n° 99-12 (garantie des cautions)	p. 1142
Code monétaire et financier, art. L. 322-1 à L. 322-10 ; Règl. CRBF n° 99-14 (garantie des investisseurs)	p. 1146
Code monétaire et financier, art. L. 313-22 ; L. n° 94-126 du 11 févr. 1994, art. 47 ; Code de la consommation, art. L. 341-1 et L. 341-6 (information des cautions)	p. 1154
Code de commerce, art. L. 526-1 à L. 526-5 et R. 526-1 et R. 526-2 ; Code civil, art. 1387-1 (protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint)	p. 1168
Décret n° 2007-686 du 4 mai 2007 ; Circulaires des 25 et 26 novembre 2004 (action des pouvoirs publics)	p. 1170

IV TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code de commerce, art. L. 128-1 à L. 128-6 (incapacités d'exercer une profession commerciale ou industrielle)	p. 1182
Code civil, art. 1844-7 (7°) (dissolution des sociétés)	p. 1185
Code général des impôts, art. 1756 (remise de pénalité), 1929 <i>quater</i> (publicité du privilège du Trésor public) et 1929 <i>septies</i> (cession de rang de privilège ou d'hypothèque)	p. 1191
Livre des procédures fiscales, art. L. 269 A et L. 269 B (droit de poursuite individuelle de l'Administration fiscale en cas de liquidation judiciaire)	p. 1196
Code des assurances, art. L. 113-6 (continuation des contrats d'assurance), L. 132-14 et L. 132-17 (contrats d'assurance-vie)	p. 1197
Code de la sécurité sociale, art. L. 243-4, L. 243-5 et L. 651-6 ; R. 243-20-2, R. 243-20-3, R. 612-4 et R. 612-5 ; D. 243-3 (privilège de la sécurité sociale, remise de dette, cession de rang de privilège ou d'hypothèque)	p. 1199
Code des douanes, art. 379 <i>bis</i> ; Décr. n° 2007-568 du 17 avr. 2007 (publicité du privilège des douanes)	p. 1203
Code du travail, art. L. 786-1 (privilège du façonnier)	p. 1206
Code de la propriété intellectuelle, art. L. 132-15 et L. 132-30 (contrats d'édition et de production audiovisuelle)	p. 1206
Code monétaire et financier, art. L. 211-6 (procédure collective d'un intermédiaire teneur de comptes d'instruments financiers)	p. 1207
Code monétaire et financier, art. L. 213-2 (procédure collective d'un intermédiaire teneur de comptes de titres de créances négociables)	p. 1208
Code monétaire et financier, art. L. 313-12 (crédit d'exploitation aux entreprises – rupture de crédit et crédit abusif)	p. 1208
Code monétaire et financier, art. L. 330-1, L. 330-2 et R. 330-1 à R. 330-3 (systèmes de règlements interbancaires et systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers)	p. 1225
Code monétaire et financier, art. L. 431-4 à L. 431-6 et D. 431-1 à D. 431-5 (gage de compte d'instruments financiers)	p. 1227
Code monétaire et financier, art. L. 431-7 à L. 431-7-5 (compensation et cession de créances résultant d'opérations sur instruments financiers)	p. 1231
Code monétaire et financier, art. L. 440-7 à L. 440-9 (adhérents d'une chambre de compensation)	p. 1233
Code monétaire et financier, art. L. 515-21 et L. 515-25 à L. 515-28 (sociétés de crédit foncier)	p. 1233

Code monétaire et financier, art. L. 613-25 à L. 613-30 et R. 613-19 à R. 613-23 (redressement et liquidations judiciaires des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)	p. 1234
Code monétaire et financier, art. L. 613-31 à L. 613-31-10, R. 613-24 et R. 613-26 (mesures d'assainissement des établissements de crédit communautaires)	p. 1238
Loi n° 75-1334 du 31 déc. 1975, art. 12 (action directe du sous-traitant)	p. 1242
Loi n° 86-1067 du 30 sept. 1986, art. 42-12 (cession des entreprises titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle).....	p. 1243